



Séance spéciale

Mardi 14 juin 2011, 10 heures

Présidence de M. Nkili

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE
M. SUSILO BAMBANG YUDHOYONO,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE**

Le PRÉSIDENT

La Conférence a aujourd'hui le grand honneur de recevoir Son Excellence M. Susilo Bambang Yudhoyono, Président de la République d'Indonésie.

Monsieur le Président, vous êtes un ardent défenseur de l'OIT. L'étroite relation qui existe entre l'Indonésie et l'OIT s'est tissée au fil des années grâce au soutien des plus hautes autorités de votre pays et à votre soutien personnel. Votre présence à cette 100^e session de la Conférence en est un vibrant témoignage.

Pour vous accueillir et vous présenter, je donne la parole à M. Juan Somavia, Secrétaire général de la Conférence internationale du Travail.

Original anglais: Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
de la CONFÉRENCE

Je vous remercie, Monsieur le Président, de l'importance que vous accordez à notre Organisation, à ses valeurs et à son action. Votre visite marque un nouveau jalon dans l'histoire de l'OIT puisque vous êtes le premier Président de l'Indonésie à prendre la parole devant notre Conférence. Il est tout à fait approprié que la voix de l'Indonésie se fasse entendre de façon si éminente alors que la Conférence se focalise sur la nécessité d'une nouvelle ère de justice sociale. L'Indonésie est le premier pays d'Asie à avoir ratifié les huit conventions fondamentales de l'OIT.

Grâce à votre engagement personnel, vous avez lancé dans votre pays un pacte pour l'emploi qui reprend les grandes lignes du Pacte mondial pour l'emploi et qui nous amène à coopérer dans de multiples domaines. Votre gouvernement, l'Indonésie et l'OIT ont noué un partenariat très solide. Vous êtes à la tête d'un pays dynamique et très présent à l'échelon régional et sur la scène mondiale, qui préside actuellement l'ANASE. Je trouve que vous incarnez la confiance nouvelle d'un monde émergent qui contribue à forger un avenir meilleur pour nous tous, et la Charte de l'ASEAN en est un exemple édifiant.

Il y a deux jours, à la réunion du Forum économique de l'Asie de l'Est, à Jakarta, vous avez appelé de vos vœux un mondialisme nouveau où les marchés et les sociétés resteraient ouverts et où les conflits en puissance seraient transformés en coopération. Soyez donc le bienvenu à notre organisation

tripartite où nous nous employons à transformer des perspectives différentes en approches équilibrées.

Grâce à votre stratégie de croissance, de lutte contre la pauvreté et de création d'emplois, et grâce aussi à votre engagement en faveur de l'environnement, vous relevez le formidable défi qui consiste à donner à tous les indonésiens une chance équitable d'avoir une vie décente. Pour ce faire, vous pouvez compter sur la volonté collective du pays, ce qui illustre bien vos grandes qualités de chef d'Etat. Et ceci, dans le contexte de la diversité très riche de la région asiatique qui, comme vous l'avez dit, est le continent de l'avenir. Votre conception est de nature à rendre espoir à la jeunesse. Vous êtes au premier plan d'une riposte mondiale à la crise, notamment dans le cadre du G20, pour répondre aux revendications concrètes des peuples et aux besoins de l'économie réelle. Par exemple, votre taux d'emploi n'a pas plongé pendant la crise et a connu depuis une croissance importante.

Excellence, vous avez dit un jour «Pensez local, pensez mondial, pensez positif, pensez grand!». C'est un message fort adressé aux dirigeants du monde mais aussi aux organisations internationales, dont l'OIT. Nous devrions écouter votre conseil.

Alors que l'écho des appels à la démocratie et à la liberté, à l'emploi, à la justice sociale, retentit aujourd'hui à travers le monde, votre voix et votre action pour une Indonésie plus juste, plus pacifique, plus prospère et plus démocratique sont très présentes dans notre esprit à tous.

Vos politiques sont guidées par le principe que je cite: «Rien ne peut changer le sort d'un peuple si ce n'est ce peuple lui-même et son attachement à une noble cause». Cette noble cause, ici à l'OIT, c'est le travail décent. Pour que les personnes, les familles et les collectivités vivent dans la dignité. C'est cela la justice sociale pour une mondialisation équitable.

Votre foi en notre Organisation nous rend humbles, elle nous motive. Nous attendons avec impatience les messages que vous allez nous transmettre. Permettez-moi, pour conclure de dire: «Ensemble, nous pouvons le faire».

Le PRÉSIDENT

J'ai maintenant l'honneur de donner à la parole à notre invité de marque M. Susilo Bambang Yudhoyono, Président de la République d'Indonésie.

Original anglais: M. Susilo Bambang YUDHOYONO
(Président de la République d'Indonésie)

C'est un très grand honneur pour moi que d'être le premier Président de l'Indonésie à prendre la parole devant cette auguste assemblée, et à le faire

dans le cadre de la 100^e session de la Conférence internationale du Travail. Je vous adresse à tous les salutations chaleureuses du peuple indonésien.

Aucun problème n'est aujourd'hui plus important que l'emploi, et ce, pour les pays développés comme pour les pays en développement. Pour le pays, l'emploi est le moteur du développement et du progrès; pour l'individu, l'emploi est bien plus qu'un salaire, il est synonyme de dignité, d'estime de soi et d'espoir en un avenir meilleur pour sa famille. C'est l'emploi qui fait de lui un membre à part entière de la société.

Dans le monde entier, les pays, les communautés et les entreprises font tout pour atteindre le double objectif de la création d'emplois et la promotion de la sécurité de l'emploi. C'est la tâche primordiale des gouvernements et des entreprises que de promouvoir et de protéger les emplois.

L'OIT a eu un rôle de chef de file dans la promotion de la sécurité d'emploi. Depuis près d'un siècle, elle se bat pour faire reconnaître les droits des travailleurs et adopte des normes pour un emploi plus juste et plus équitable. Elle a également élaboré un modèle tripartite viable, qui fait intervenir les gouvernements, les employeurs et les travailleurs. Ce rôle important de l'OIT a été confirmé lors de la récente crise financière.

En Indonésie, lorsque la crise financière mondiale a commencé à nous toucher en 2008, la première chose que nous avons faite a été de synchroniser les politiques et actions prises par le gouvernement central, les autorités locales, le secteur privé et d'autres parties prenantes. Trois des priorités nationales sont directement liées à la sécurité de l'emploi.

Premièrement, nous avons tout fait pour protéger les emplois. Nous avons ensuite essayé de protéger les secteurs dans lesquels étaient concentrés la plupart des emplois et, enfin, nous avons pris des mesures spéciales pour atteindre des objectifs liés à l'emploi. Nous nous sommes également concertés avec le mouvement syndical afin d'œuvrer de concert dans l'intérêt commun pour que le secteur réel continue à fonctionner et éviter des licenciements massifs. Cette coopération et cette compréhension ont bien fonctionné, ce dont témoigne le fait que, en 2008-09, sur 115 millions de travailleurs, moins de 0,5 pour cent ont perdu leur emploi.

De ce fait, parmi les pays d'Asie et du reste du monde, l'Indonésie a été parmi les pays les moins touchés par la crise. La leçon que nous en avons tirée c'est que le gouvernement, le monde des entreprises et les travailleurs peuvent, ensemble, combattre le chômage dans une situation extrêmement difficile. Tout au long de ce processus, l'OIT nous a toujours apporté son concours, notamment en nous aidant à forger un consensus constructif entre les parties prenantes.

L'Indonésie, dont beaucoup de travailleurs sont à l'étranger, a également lancé un fervent appel aux employeurs des pays d'accueil pour qu'ils gardent tous leurs travailleurs, malgré les difficultés rencontrées. Nous sommes en coordination étroite avec les pays d'accueil pour essayer de garantir que nos travailleurs migrants puissent conserver leur emploi, et je voudrais exprimer notre reconnaissance aux gouvernements des pays d'accueil qui ont fait de leur mieux pour aider les travailleurs migrants dans leur pays.

Les travailleurs au XXI^e siècle voient s'ouvrir à eux de nouvelles perspectives mais doivent aussi faire face à de nouveaux risques. D'une part, la capacité du monde de produire des biens et des services a crû de manière exponentielle grâce aux immenses progrès de la science et de la technologie. D'autre part, le monde est aux prises avec des pressions conjuguées qui se font sentir sur les travailleurs comme sur les personnes à la recherche d'un emploi. Beaucoup ont souffert de guerres et d'autres formes de conflit armé qui perturbent les activités économiques; beaucoup d'autres ont subi les effets des changements climatiques sur la productivité, qui entraînent également des distorsions de l'économie. Beaucoup ont dû s'adapter aux changements technologiques, désormais si rapides que l'on a du mal à les suivre.

Aujourd'hui, quelque 205 millions de personnes sont à la recherche d'un emploi. Le taux de chômage dans le monde se situait à environ 6,2 pour cent en 2010. Les marchés n'ont pas encore la capacité d'absorber tous les travailleurs de la planète. Nous assistons également à des migrations massives de main-d'œuvre. Que ce soit le résultat de la crise économique mondiale ou la conséquence des troubles en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, c'est un problème auquel il faut s'attaquer de toute urgence.

En attendant, bien que la crise économique mondiale commence à s'éloigner, ses effets se font encore sentir dans de nombreux pays du monde. Tous ces problèmes auront un impact majeur sur la situation mondiale de l'emploi et sur le sort des travailleurs, où qu'ils se trouvent. Une coopération internationale renforcée est donc nécessaire pour s'attaquer à des problèmes qui sont essentiellement locaux, mais qui revêtent des dimensions mondiales.

Alors, que faut-il faire? Quelle est la marche à suivre? Permettez-moi de suggérer plusieurs pistes de réflexion.

Premièrement, nous devons promouvoir des politiques propices à la croissance, à l'emploi et aux pauvres, que nous appelons en Indonésie des stratégies de croissance équitables. Il ne faut pas voir dans la croissance une fin en soi, mais un moyen de créer des possibilités d'emploi décent pour les gens.

Une façon d'y parvenir est d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages, renforcer le secteur privé, promouvoir les investissements. Comme la plupart des emplois sont créés dans le secteur privé, dans la pratique, nous devons également promouvoir des politiques favorables aux entreprises. Ces politiques encouragent les entreprises à se développer, à créer davantage d'emplois pour pouvoir accueillir ceux qui cherchent un emploi, dont les rangs ne cessent de grossir. On devrait également promouvoir l'esprit d'entreprise pour que les diplômés d'université deviennent des créateurs d'emplois plutôt que des personnes à la recherche d'un emploi.

Les politiques et les stratégies doivent également se fonder sur les principes du développement durable. Elles doivent être favorables à l'environnement. En Indonésie, nous avons l'intention de mettre en place une stratégie de mise en valeur de compétences vertes. Nous comptons mettre en place à l'intention des jeunes un système d'apprentissage à des métiers verts et de prendre des mesures pour promouvoir l'esprit d'entreprise et l'emploi dans le secteur vert. Et nous le ferons en étroite coopération avec le secteur privé.

Nous nous réjouissons également d'une participation de l'OIT. Ensemble, nous devrions développer des idées pour être mieux à même de relever les défis du changement climatique et faire face à l'impact du réchauffement de la planète sur la situation de l'emploi.

Troisièmement, il faut promouvoir et protéger la dignité du travail. Il ne suffit pas de fournir des emplois qui garantissent des moyens d'existence aux travailleurs, mais leur garantir, ainsi qu'à leurs enfants, un véritable avenir. Le travail décent est synonyme de dignité, d'égalité et de prospérité; il doit englober, entre autres, la protection sociale, la sécurité sociale, un logement satisfaisant, ainsi que des prestations en matière de santé et d'éducation.

Les travailleurs étant à la fois les acteurs et les moteurs du développement, ils doivent compter parmi ceux qui en sont les premiers bénéficiaires. Les politiques et les stratégies doivent viser à leur assurer la part du «gâteau» économique qui leur revient. Il importe à cet égard d'accorder une attention toute particulière aux jeunes, qui représentent l'essentiel de la population active de demain.

Quatrièmement, les politiques de développement doivent donner la possibilité aux travailleurs de participer à une gouvernance démocratique. Qui dit démocratie dit participation des travailleurs aux prises de décisions ayant des répercussions sur leur vie. Pour enclencher ce processus démocratique, il faut un dialogue permanent entre le gouvernement, les employeurs et les travailleurs, pour parvenir à une situation où tout le monde soit gagnant. Dans ce processus, il est essentiel de ménager un judicieux équilibre entre la nécessité de protéger le bien-être des travailleurs, l'obligation de promouvoir leurs droits et la démocratie et la responsabilité des travailleurs de maintenir une bonne productivité et d'assurer de bons résultats.

Cinquièmement, il faut qu'une véritable coopération mondiale permette un partage équitable des bienfaits de la mondialisation. Il importe de ne jamais perdre de vue les terribles difficultés auxquelles sont confrontés les travailleurs et trouver le moyen de renforcer la coordination entre ces forums internationaux que sont l'OIT, la CNUCED, l'OCDE et le G20. Nous devons également promouvoir davantage les activités de renforcement des capacités, accroître les transferts de technologie et promouvoir l'innovation en s'appuyant sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.

Sixièmement, de nombreux pays ont ratifié les conventions de l'OIT, mais il est urgent désormais de veiller à les appliquer strictement. Les huit conventions fondamentales de l'OIT doivent être pleinement appliquées pour garantir la justice sociale aux travailleurs. Comme l'a dit M. Somavia, l'Indonésie est le premier pays d'Asie à avoir ratifié les huit conventions fondamentales, et je suis convaincu que cela va permettre d'accélérer et d'intensifier la promotion des droits des travailleurs indonésiens.

Toutes ces mesures, j'en suis convaincu, contribueront à améliorer la situation de l'emploi dans le monde, ce qui sera favorable, non seulement à la dignité des travailleurs, mais servira également les objectifs de l'OIT, dont la raison d'être est ancrée dans le constat qui ouvre le Préambule de la Constitution de l'OIT de 1919: une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale.

Une autre question cruciale que nous devons régler pour entrer véritablement dans une nouvelle ère de justice sociale concerne le sort des travailleurs migrants.

On estime qu'il y a 150 millions de travailleurs migrants dans le monde. Ce sont des acteurs importants dans cette ère nouvelle de justice sociale. Nous ne saurions méconnaître la contribution qu'ils apportent au marché du travail mondial, ainsi qu'aux économies de leurs pays d'origine. En Indonésie, ces travailleurs sont considérés comme de véritables héros, en raison du caractère souvent ingrat de leur travail et de leur abnégation, leur seul souci étant le bien-être de leur famille restée au pays.

Nous devons également appuyer la convention de l'OIT sur le travail décent pour les travailleurs domestiques, qui va probablement être adoptée au cours de la présente session de la Conférence internationale du Travail. Je suis convaincu que cette convention sera pour les gouvernements des pays d'origine et des pays d'accueil un guide précieux pour assurer la protection des travailleurs migrants. Cette question revêt une importance toute particulière pour l'Indonésie, les travailleurs domestiques représentant en effet une importante proportion de la main-d'œuvre émigrée de notre pays. C'est pourquoi nous avons adopté un ensemble de mesures juridiques et administratives pour protéger nos travailleurs migrants et renforcer leur position.

Mon gouvernement renforce sa coopération avec des agences de recrutement nationales et étrangères, afin de garantir la sécurité des travailleurs migrants et leur protection dans les pays d'accueil. Nous avons conclu des accords avec des pays d'accueil pour veiller à ce que leurs droits soient respectés et protégés, notamment leur droit à un salaire minimum et à des jours de congés. Nous travaillons également à renforcer leurs compétences et leurs connaissances, afin qu'ils soient un plus grand atout pour leurs employeurs, et qu'ils puissent davantage contribuer à l'économie des pays d'accueil. Les travailleurs domestiques qui travaillent dans leur propre pays doivent eux aussi bénéficier de la même protection. Cette convention va donc nous aider à élaborer des législations et des réglementations nationales adéquates.

Autre élément crucial pour la nouvelle ère de justice sociale: l'emploi des jeunes. Près de la moitié de la population mondiale est âgée de moins de 25 ans, et les jeunes peuvent donc apporter une contribution de taille à la prospérité mondiale. Un rapport du BIT nous apprend pourtant que sur 620 millions d'actifs économiques de 15 à 24 ans, 81 étaient sans emploi à la fin de 2009. C'est le nombre le plus élevé enregistré depuis 1991. Nous devons donc travailler ensemble pour empêcher l'augmentation du chômage des jeunes. Nous devons investir davantage dans des secteurs qui créent des emplois pour les jeunes. Nous devons également œuvrer en direction d'une coalition mondiale en faveur de l'emploi des jeunes.

La crise mondiale a coûté beaucoup trop cher aux communautés et aux pays, et en particulier aux travailleurs. Ce dont le monde a besoin aujourd'hui, c'est de notre détermination radicale à améliorer les conditions de travail. Nous devons faire le nécessaire sans plus attendre. Le moment est venu d'agir et d'introduire des changements pour les futures générations et pour le siècle à venir.

Attachons-nous à créer les meilleures conditions possibles pour les travailleurs du monde. Donnons-nous la main pour faire de l'époque qui nous attend une nouvelle ère de justice sociale.

Le PRÉSIDENT

Au nom de la Conférence, permettez-moi de vous remercier très sincèrement pour le message plein d'enseignements que vous avez délivré à cette assemblée.

(La séance est levée à 10 h 30.)

TABLE DES MATIÈRES

Page

Séance spéciale

Allocution de Son Excellence M. Susilo Bambang Yudhoyono, Président de la République d'Indonésie	1
---	---

.....
Le présent document a été tiré à un nombre restreint d'exemplaires afin de réduire autant que possible l'impact sur
l'environnement des activités de l'OIT et de contribuer à la neutralité climatique. Nous serions reconnaissants aux
délégués et aux observateurs de bien vouloir se rendre aux réunions munis de leurs propres exemplaires afin de ne
pas avoir à en demander d'autres. Nous rappelons que tous les documents de la Conférence sont accessibles sur
Internet à l'adresse <http://www.ilo.org>.
.....